

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITÉ  
N°CA-2025-025**

**SÉANCE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2025**

**POINT A.1  
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 MARS 2025**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 1<sup>er</sup> avril 2025, sous la présidence Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation,  
Vu les statuts d'Avignon Université,  
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 6 mars 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)

Membres composant le conseil : 28  
Membres présents (16) ou suppléés (5) : 21  
Membres absents et non suppléés : 7

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique  
Georges Linares  
le 04/04/2025 15:02:54 +02:00

**Affaire suivie par**

Alain RICHAUD  
Vice-président du Conseil  
d'administration

**Téléphone**

+33 (0)4 90 16 28 09

**Courriel**

vice-president-ca@univ-avignon.fr



**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

**SÉANCE DU 6 MARS 2025**

## **Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration réuni en formation plénière le 6 mars 2025**

Informations générales

### **A. Stratégie de l'établissement :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 6 février 2025
2. Questions budgétaires et financières :
  - 2.1 Approbation du compte financier 2024
  - 2.2 Information sur la politique de déplacements professionnels d'Avignon Université
3. Questions relatives aux ressources humaines :
  - 3.1 Approbation de la suppression d'un poste de professeur agrégé au sein de l'Institut CPSN en discipline allemand (CER LEA) pour la rentrée 2025-2026

### **B. Fonctionnement de l'établissement :**

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
  - 1.1 Information sur un arrêté du Président portant interdiction d'accès aux locaux de l'établissement
2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
  - 2.1 Information sur la liste des contrats de recherche signés en 2024
  - 2.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et le lycée La Salle (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » (SNDOC) au titre de l'année universitaire 2024-2025
  - 2.3 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et University of Central Lancashire (UCLan) - Royaume-Uni
3. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
  - 3.1 Actualisation du règlement du programme de bourses d'excellence « Mistral »
  - 3.2 Approbation de la création du Diplôme Universitaire (DU) « Préparation à la licence professionnelle - Métiers de l'informatique » à compter de l'année universitaire 2024-2025
  - 3.3 Approbation de la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 :
    - 3.3.1 Licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » (ICPSN)
    - 3.3.2 Master mention « Création numérique » (ICPSN)
    - 3.3.3 Master mention « Politiques publiques » parcours-type « Gouvernance de l'action sociale + CAFERUIS » 2<sup>ème</sup> année (ICPSN)
    - 3.3.4 Master mention « Politiques publiques » parcours-type « Management des organisations par l'analyse du travail » (ICPSN)
    - 3.3.5 Licence professionnelle mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » (CERI)
4. Questions diverses<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence ([president@univ-avignon.fr](mailto:president@univ-avignon.fr) ou [vice-president-ca@univ-avignon.fr](mailto:vice-president-ca@univ-avignon.fr)) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 6 mars 2025, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
<b>Président</b>	M. LINARÈS Georges			X
<b>Vice-président du CA</b>	M. RICHAUD Alain	X		
<b>Représentante du Rectorat (invitée)</b>	Mme CARBONE Catherine	Visio		
<b>Collège A</b>	Mme VINET Agnès	Arrivée à 15h00	Mme BLANKE Delphine	
	M. DOUVINET Johnny	X		
	Mme FALKERT Anika	X		
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
<b>Collège B</b>	Mme CAVALIE Elsa			X
	M. MONNET Fabien	X		
	Mme KOUMPLI Christina		M. MARREL Guillaume	
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie		M. MONNET Fabien	
<b>Collège C BIATSS</b>	M. BERRAG Allal		Mme SERON Jenny	
	Mme SERON Jenny	X		
	Mme ANDRÉ Fanny	X		
	M. LUBIN Mario	X		
	Mme DEVLIEGHIERE Charline	X		
<b>Collège Etudiants</b>	Mme MAZZITELLI Lisa			X
	Mme CHAUVIN Marine		Mme DEVLIEGHIERE Charline	
	M. YEPEZ Thomas			X
				X
<b>Personnalités Extérieures</b>	Mme GAGNIARD Anne			X
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle		M. MARREL Guillaume	
	M. BISSIERE Michel		M. RICHAUD Alain	
	M. CARLIN Frédéric	X		
	M. GONIDEC Jean-François		M. RICHAUD Alain	
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger			X
	Mme JULLIAN Catherine	X		
<b>Participants à titre consultatif de droit</b>	M. BARBE Jacky			X
	M. BOURDAGEAU Stéphane			X
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	M. GUINTOLI Claude	X		
	M. GUIN Joël			X
<b>Invités</b>	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (14) ou suppléés (8) : 22

Membres absents et non suppléés : 6

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Alain Richaud, Vice-Président en charge du Conseil d'administration d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h40.

Monsieur Alain Richaud indique que Monsieur Georges Linarès, Président de l'université, est absent ce jour en raison d'une réunion de travail avec les trois autres Présidents d'universités de la région Sud. Aussi, le Conseil d'administration de ce 6 mars 2025 sera présidé par Monsieur Alain Richaud, Vice-Président en charge du Conseil d'administration d'Avignon Université.

### **Informations générales**

#### **- Compte d'Affectation Spéciale « Pensions » :**

Le Compte d'Affectation Spéciale « Pensions » dit « CAS Pensions » sera entièrement compensé par l'État. Il s'agit d'une bonne nouvelle car cela représentait 825 k€ de dépenses supplémentaires pour Avignon Université pour la seule année 2025.

#### **- Key Labs :**

Il y a plusieurs mois, Monsieur Antoine Petit, PDG du CNRS, avait annoncé la mise en place des « Key Labs » (laboratoires clés du CNRS). Le projet, qui n'avait pas été partagé en amont avec les Universités tutelles de ces laboratoires, consistait à concentrer l'essentiel des moyens sur un nombre restreints de laboratoires du CNRS, ce qui excluait de fait la quasi-totalité des laboratoires de SHS. Le projet, en l'état, a été abandonné, mais le contexte actuel et à venir du CNRS sera extrêmement tendu en termes de budget, ce qui ajoute aux difficultés budgétaires des universitaires.

#### **- Élection de Monsieur Stéphane Nottin à la Direction de l'IAgES :**

Le VP CA félicite Monsieur Stéphane Nottin, récemment élu Directeur de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé.

#### **- Direction du Laboratoire Informatique d'Avignon :**

Le VP CA salue la prise de fonction récente de Monsieur Fabrice Lefevre à la Direction du Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA).

#### **- Les Semaines de l'Égalité :**

Du 3 au 14 mars 2025, Avignon Université organise « Les Semaines de l'Égalité » sur les deux campus, en collaboration avec les associations étudiantes, le Barreau d'Avignon et des associations territoriales de lutte contre les discriminations et les VSS.

#### **- Masterclass le 2 avril 2025 :**

Le 2 avril 2025, l'établissement accueillera une Masterclass autour du thème « Jeunesse et nouveaux récits ». Cet événement, qui lancera l'année culturelle 2025-2026 de l'université, sera organisé autour de trois intervenants qui sont : Anthony Pastor (auteur de romans graphiques), Amandine Fredon (réalisatrice de films d'animation) et Héloïse Biard (Cheffe du département « Politiques numériques et culturelles » au Ministère de la Culture).

#### **- Réunion CPER :**

Hier, mercredi 5 mars 2025, une réunion relative au CPER 21-27 s'est tenue à la Préfecture avec le rectorat et les services de l'État, de la région et du département. L'objectif était de faire un point sur l'avancée des projets CPER de l'ensemble des parties prenantes. Pour Avignon Université, cela concerne deux projets : la Villa Naturalité et la transformation de la bibliothèque universitaire en Learning Center. En matière budgétaire, les montants des engagements des co-financeurs ont été confirmés, ce qui est une excellente nouvelle pour l'établissement. Toutefois, il est impératif pour Avignon Université de lancer les phases de programmation des travaux au cours de l'année 2025 sans quoi les financements de ces projets pourraient être reportés sur le prochain CPER, voire perdus. Le VP CA indique que le nécessaire sera fait pour engager le démarrage de ces travaux qui, chacun dans leur domaine, sont cruciaux pour l'établissement.

### **A. Stratégie de l'établissement :**

#### **1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 6 février 2025**

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 6 février 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **2. Questions budgétaires et financières :**

##### **2.1 Approbation du compte financier 2024**

Après s'être assuré de l'obtention du quorum physique requis en matière budgétaire, le VP CA invite Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières (DAF) et Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, à présenter le compte financier 2024.

Mme Agnès Vinet rejoint la séance (il est 15h00).

Monsieur Guintoli présente le socle réglementaire du compte financier 2024, le contexte, les principaux constats et enseignements et un retour sur les grands équilibres financiers (*cf. annexes pt. A.2.1 - Compte financier 2024*).

Le socle réglementaire est presque le même que l'année dernière avec, pour cette année, l'ajout du guide d'accompagnement du nouveau régime financier des EPSCP. Ce guide a été ajouté car de nouveaux critères ont été définis pour la soutenabilité du compte financier et du budget. Lesdits critères sont explicités dans le document.

La présentation du compte financier remplit un double objectif :

- arrêter les comptes au 31 décembre 2024,
- présenter et analyser l'exécution budgétaire de l'exercice 2024 au regard des dernières prévisions votées et notamment en perspective du budget rectificatif 2024.

Le compte financier est soumis par l'ordonnateur à l'organe délibérant, qui est le Conseil d'administration. Après avoir entendu l'agent comptable, l'organe délibérant arrête le compte financier avant que ce dernier soit communiqué au rectorat. Le compte financier doit obligatoirement être déposé sous format dématérialisé auprès des bureaux de la DGEFIP au plus tard le 30 avril 2025.

Madame Laurence Sommazi présente les faits significatifs de l'année 2024, à savoir :

- un contexte inflationniste général avec toute de même une amorce de la baisse du coût de l'électricité,
- une légère augmentation du nombre d'étudiants en 2023-2024 après la baisse connue depuis deux ans,
- la création des deux instituts et la mise en place des contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) des composantes organisés autour des mêmes objectifs qui structurent le COMP entre l'établissement et le MESR.

Madame Sommazi présente l'analyse du compte financier 2024 pour la partie relative à la **comptabilité budgétaire** :

En ce qui concerne **le budget d'emplois**, en 2024 le nombre d'emplois s'élève à 736,6 contre 723,1 en 2023, soit + 12,3 ETPT. Globalement, le nombre de titulaires a baissé (- 13,6 ETPT) tandis que les agents contractuels ont progressé (+ 8,8 ETPT).

Le nombre d'emplois sous plafond État a baissé (- 4,9 ETPT) tandis que les emplois sous plafond ressources propres connaissent une hausse (+ 17,2 ETPT).

En ce qui concerne **les autorisations d'engagement (AE)**, en 2024, l'établissement a consommé 68,4 M€ d'autorisations d'engagement (AE). Les crédits de paiement s'élèvent à 69 M€ et les recettes encaissées s'élèvent à 69,99 M€. **Le solde budgétaire**, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc excédentaire. Il s'élève à + 1 M€.

Concernant **les crédits de paiement (CP)**, 57,3 M€ correspondent à des dépenses de personnel, soit plus de 83 % des dépenses (contre 80 % en 2023). 9,5 M€ relèvent des dépenses de fonctionnement (13,75 % des dépenses) et 2,3 M€ relèvent de l'investissement (3,25 % des dépenses).

**Les recettes encaissées** ont globalement augmenté de près de 2 M€. La subvention pour charges de service public (SCSP) constitue la part prépondérante des encaissements (57,4 M€, soit 82% des encaissements) malgré une baisse de 130 k€ comme la plupart des subventions publiques (- 530 k€). Les encaissements issus de l'ANR, de la valorisation de la recherche et des prestations de recherche ainsi que les droits d'inscription ont sensiblement augmenté.

Monsieur Claude Guintoli présente ensuite **les éléments de comptabilité générale de l'exercice 2024** :

- Un résultat déficitaire d'un peu plus de 17 k€ ;
- Une hausse des charges de 0,67 M€, soit 71,01 M€ ;
- Les produits augmentent de 0,03 M€ passant de 70,97 M€ en 2023 à 71 M€ ;
- Les investissements sont en baisse de - 1,62 M€ ;
- Un fonds de roulement global en hausse de 0,13 M€, s'élevant désormais à 9,04 M€ ;
- Une capacité d'autofinancement en léger recul qui atteint 1,84 M€. Elle contribue au financement des dépenses d'investissement (hors apport en jouissance de la SAS Villa Immo SUR) à hauteur de 84% ;
- Une trésorerie de 17,38 M€, en hausse de 1,20 M€.

En ce qui concerne **la Fondation Universitaire** :

- Un résultat déficitaire de 2 950 € ;
- En dépenses, comptabilisation d'une charge à payer concernant la certification des comptes 2023 et 2024 de la fondation et une absence de produits ;
- Un prélèvement sur fonds de roulement de 2 950 € ;
- Un niveau de fonds de roulement de 271 418 € et de trésorerie de 274 368 € (dont 250 000€ de part non consommable) ;

- Une dotation non consommable placée en 2024 pour un an. Un nouveau placement a été décidé par le dernier Conseil de gestion sur un compte à terme.

Les comptes de la Fondation universitaire ont été approuvés par son Conseil de gestion le 3 mars 2025 et doivent également être approuvés par le Conseil d'administration d'Avignon Université.

**En matière de fonctionnement**, le taux d'exécution des dépenses en situation patrimoniale est de 97%. Les charges s'élèvent à 71 M€. Elles ont augmenté de 1% entre 2023 et 2024. Cette augmentation se répartit entre les charges de personnel (+ 0,76 M€) et les charges de fonctionnement (- 0,09 M€).

Concernant **les produits de fonctionnement**, le taux d'exécution des recettes en situation patrimoniale est de 97 %. Les produits s'élèvent à 70,99 M€, soit en légère augmentation par rapport à 2023. Les subventions de fonctionnement ont augmenté de + 1,15 M€. Les produits liés à l'activité de l'établissement ont baissé de - 0,65 M€.

**En matière d'investissement**, le montant des subventions reçues représente 0,34 M€ en 2024 correspondant principalement aux crédits de France Relance dans le cadre de la rénovation énergétique du bâtiment du 58<sup>ème</sup> RI, un financement de la région PACA sur un appel à projet recherche (140 k€) et un versement du Rectorat pour le financement des études du projet Villa Naturalité (80 k€).

Le niveau d'investissement est en forte baisse en 2024, pour s'établir à 2,91 M€ contre 4,53 M€ en 2023.

**Le fonds de roulement** d'Avignon Université au 31 décembre 2024 s'élève à 9 035 714 €. L'apport sur le fonds de roulement est de 132 508 €. Il représente 49 jours de crédits de paiement de fonctionnement.

**La trésorerie** au 31 décembre 2024 s'élève à 17 378 254 € et représente 94 jours de crédits de paiement de fonctionnement (trésorerie x 360/CP fonctionnement). La hausse de trésorerie constatée entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024 représente 1,20 M€ qui correspond au solde budgétaire (+1,01 M€) et aux opérations extra-budgétaires telles que la TVA, les bourses d'aide à la mobilité, les recettes et dépenses à classer (+ 0,20 M€).

Concernant **l'équilibre financier** (tableau 4 de l'annexe) :

- Un prélèvement de 24 k€ au titre des opérations fléchées ;
- Un apport sur la trésorerie non fléchée de 1 230 k€.

Madame Laurence Sommazi conclut en indiquant qu'à la lecture du bilan financier présenté ce jour, il peut être considéré que la situation s'est améliorée par rapport aux prévisions initiales. Le résultat est très légèrement déficitaire (- 17 k€) grâce à une exécution des charges maîtrisée et des coûts en baisse entraînant un prélèvement sur le fonds de roulement moins important que prévu. Le solde budgétaire est de + 1 M€ grâce à des encaissements élevés ayant une incidence positive sur la trésorerie. Cela permet à l'établissement d'être en mesure d'assurer ses engagements à moyen terme et de remplir les critères de soutenabilité imposés par le nouveau décret financier entré en vigueur à partir du compte financier 2024. En effet, il y a un changement dans l'évaluation de la gestion des établissements : auparavant, ces derniers étaient jugés uniquement sur leur résultat. Désormais, dans le cadre du nouveau décret financier, l'évaluation de la gestion des établissements est fondée sur trois critères de soutenabilité budgétaire qui sont la trésorerie, le fonds de roulement et les charges de personnel. Pour le compte financier 2024, Avignon Université est parvenu à remplir les trois critères.

Indicateurs de soutenabilité budgétaire 2024 d'Avignon Université :

<b>Indicateurs de soutenabilité budgétaire</b>	
<b>Niveau Final de trésorerie (&gt;30 j. de CP hors Inv.)</b>	94
<b>Niveau Final du FDR (&gt;15 jours de CP hors Inv.)</b>	49
<b>Les charges de personnel (&gt; 83% des CP des produits)</b>	82,22%

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet demande si une comparaison a été faite avec les autres universités concernant le fonds de roulement. Madame Laurence Sommazi confirme que l'établissement travaille avec les autres universités. Toutefois, l'information relative au fonds de roulement n'est pas encore disponible car à ce jour, tous les établissements n'ont pas encore présenté leurs comptes financiers respectifs. Monsieur Claude Guintoli indique que les établissements ont jusqu'au 14 mars 2025 pour arrêter leur compte financier.

Monsieur Johnny Douvinet demande également quand sera déployé l'outil SIFAC+. Madame Laurence Sommazi répond qu'une réunion d'information s'est tenue la semaine dernière avec les gestionnaires financiers et les ordonnateurs afin de comprendre le rôle de chacun dans ce nouvel outil. Le lancement devrait pouvoir se faire d'ici le 15 mars 2025.

Concernant les charges de personnel indiquées précédemment (82,22 %), Madame Corinne Fredouille, Directrice du CERI, indique que le CERI prévoit le recrutement de personnels et demande comment la composante va faire pour s'assurer de ces recrutements. Le VP CA répond que l'établissement n'empêchera pas le CERI de recruter du personnel et la question qui se pose est de savoir si les 21 % de prélèvement sur les contrats permettront de réduire le poids des charges de personnel dans les recettes qui permettent ces recrutements (pour atteindre, au plus, la limite des 83% fixée par le nouveau décret financier). Compte tenu du fait que ce prélèvement de 21% vient abonder le budget de l'établissement et que ce dernier est rigidifié à près de 85% par la masse salariale, il est très peu probable qu'au final moins de 17% de ces nouvelles recettes serve à payer autre chose que de la masse salariale. Il ajoute que désormais, avec les indicateurs de soutenabilité budgétaire, dans l'hypothèse où un ou plusieurs indicateurs feraient défaut, le rectorat interviendrait tout de suite, contrairement à la procédure qui existait auparavant le nouveau décret financier et dans laquelle le rectorat intervenait après deux déficits annuels consécutifs.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Pierre Gaultier, Commissaire aux comptes (cabinet KPMG), qui procède à la lecture des conclusions suivantes :

*« En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels d'Avignon Université relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.*

*Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires et nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires. Notre mission concerne la comptabilité patrimoniale et non budgétaire. »*

Monsieur Johnny Douvinet indique que pour travailler avec certains services publics et avec les budgets qui n'étaient pas encore votés à la fin du mois de décembre, certains contrats qui doivent être signés en 2025 ne sont toujours pas actés. Aussi, il n'y a pas de visibilité sur les mois à venir. Madame Laurence Sommazi répond que la DAF est à l'écoute de tous les changements dans le cadre du budget rectificatif de l'établissement. Elle ajoute que le budget rectificatif a également vocation à pouvoir prendre en compte les éléments qui n'étaient pas connus au moment d'établir le budget initial.

Madame Jenny Seron demande si le budget aura pour impact la diminution des recrutements de vacataires et de contractuels hors recherche. Le VP CA répond que la présentation de ce jour concerne le budget 2024 et qu'à priori, le budget 2025 n'interdit pas de recruter des vacataires. Il ajoute que pour l'année 2025, le point d'attention demeure l'indicateur de soutenabilité budgétaire « Charges de personnel » par rapport au produit.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le compte financier 2024 d'Avignon Université.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le compte financier 2024 de la Fondation universitaire a été présenté dans le point précédent mais fait l'objet d'un vote distinct par les membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le compte financier 2024 de la Fondation universitaire.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **2.2 Information sur la politique de déplacements professionnels d'Avignon Université**

Le VP CA donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières (DAF), qui présente la politique de déplacements professionnels d'Avignon Université. Dans la lettre de cadrage du budget 2025, il y avait une volonté de réduire les frais de déplacement. En effet, sur la masse de fonctionnement, l'établissement est parvenu au bout des économies qu'il était possible de faire. Il a été décelé une petite marge de manœuvre concernant les déplacements car il s'agit d'un poste qui augmente depuis l'année 2021 (période post-crise sanitaire). La note d'information présentée au CA de ce jour a pour objectif de fixer les principes généraux qui vont avoir pour effet de baisser les coûts de déplacement avec des règles simples qui intègrent la dimension sociale et environnementale de l'établissement. Il s'agit également de formaliser des solutions qui sont d'ores et déjà appliquées dans certains services (exemples : privilégier les solutions de communication à distance avant de se déplacer, privilégier l'usage du train si un déplacement est nécessaire, anticiper autant que possible les déplacements afin de bénéficier des meilleurs tarifs d'hébergement, de transport, etc.). Cette note complète le corpus documentaire relatif aux déplacements professionnels, qui existe d'ores et déjà (disponible sur e-Doc).



À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet demande si au-delà d'un trajet de six heures, les agents peuvent demander à être en 1<sup>ère</sup> classe. Il fait également une remarque sur le fait de lister les fonctions pouvant bénéficier de la 1<sup>ère</sup> classe (page 2 de la note de cadrage). Comme indiqué précédemment par la DAF, le VP CA répond que les déplacements professionnels représentent un poste de dépenses important pour l'établissement et qu'il y a un certain nombre de bonnes pratiques qui devraient être appliquées. Toutefois, cela n'exclut pas des dérogations liées à des situations exceptionnelles et il relève de la responsabilité de chacun de juger ce qui est particulier et exceptionnel.

Madame Delphine Blanke indique que s'agissant d'une note de cadrage, il faudrait peut-être spécifier que cela ne concerne pas les missions sans frais, qui sont financées par d'autres moyens. Le VP CA répond par l'affirmative et confirme que l'objectif étant de réduire les frais, les missions sans frais peuvent être exclues de cette dimension-là.

Madame Delphine Blanke demande des informations sur les missions qui sont effectuées sur des crédits de recherche. Madame Laurence Sommazi répond qu'une mention fait référence à cela dans la note de cadrage transmise aux membres du CA, dans le titre « 2. PÉRIMÈTRE D'APPLICATION : Si le déplacement professionnel est rattaché à un financement spécifique soumis à des conditions d'octroi comme les subventions européennes, les contrats avec l'Agence nationale de la recherche etc. et qui impose à l'établissement des contraintes particulières, il s'agira de respecter les obligations liées à ces contrats tout en conservant la plus grande homogénéité possible des déplacements au sein de la communauté d'Avignon université ». Madame Laurence Sommazi ajoute que le budget de l'année 2024 relatif aux déplacements est d'environ 900 k€, soit 100 k€ de plus qu'en 2023. Ces 100 k€ supplémentaires comprennent, entre autres, davantage de contrats de recherche, des PIA, des déplacements rattachés à des financements spécifiques, etc.

Monsieur Guillaume Marrel demande si une analyse développée a été faite concernant les 900 k€ de dépenses relatives aux déplacements (analyse du coût moyen d'un déplacement, du coût moyen rapporté au kilométrage, à la distance et au moyen de transport). Madame Laurence Sommazi répond qu'en effet, une analyse peut être faite par centre financier et par élément d'organigramme technique de projet (EOTP). Ainsi, chaque année, il est possible de savoir combien dépense chaque service en matière de déplacements, avec ce qui est financé et ce qui ne l'est pas. Concernant le kilométrage et le déplacement, il s'agit d'un élément individuel effectué via un ordre de mission.

Madame Corinne Fredouille indique que ses collègues qui se déplacent, et notamment ceux du CNRS, se plaignent du niveau de qualité et des emplacements des hôtels qui sont dans le marché public choisi. Elle demande quelles directives seront prises pour le choix des marchés publics. Madame Laurence Sommazi répond que pour le marché de voyage, il y a un objectif de sécurisation juridique. Compte tenu des montants que représentent les déplacements, l'établissement est au-dessus des procédures de marché et doit rentrer dans un marché public. Un travail est en cours quant à savoir quel marché sera choisi en fonction des besoins de l'établissement.

Madame Corinne Fredouille demande si les composantes pourront bénéficier d'une carte bancaire qui permettrait notamment l'achat de billets de train directement par les gestionnaires. L'objectif serait de ne plus passer par l'agence de voyage « Havas » qui applique des frais non négligeables. Elle demande également quel pourcentage applique cette agence de voyage sur les dépenses de transport. Monsieur Claude Guintoli répond que le fait de disposer d'une carte bancaire pour l'achat de billets de transport apportera moins d'intérêt car dans la majorité des cas l'établissement devra passer par le marché public. Une réflexion avait effectivement été menée concernant l'éventuelle mise en place de cartes d'achat mais ces dernières sont nominatives et ne peuvent être au nom d'une composante. À ce jour, il n'est pas prévu de déployer ce moyen de paiement pour l'achat de billets de transport. Monsieur Claude Guintoli ajoute que le fait de rentrer dans un marché public impliquera des contraintes mais cela peut être l'occasion de construire ce marché afin d'éviter autant que possible les difficultés relatives à l'éloignement des hôtels, etc. Madame Laurence Sommazi indique que le fait de passer par le marché public aura moins de coûts que la commission appliquée par l'agence de voyage « Havas ». Cela sera plus économique pour l'établissement.

### **3. Questions relatives aux ressources humaines :**

#### **3.1 Approbation de la suppression d'un poste de professeur agrégé au sein de l'Institut CPSN en discipline allemand (CER LEA) pour la rentrée 2025-2026**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel qui présente la suppression d'un poste de professeur agrégé au sein de l'Institut CPSN en discipline allemand (CER LEA) pour la rentrée 2025-2026. Avant d'être soumis à l'approbation du Conseil d'administration, ce point a été présenté, et adopté, en Conseil de l'Institut CPSN, en Conseil académique plénier et en Comité social d'administration.

L'Institut CPSN demande la suppression d'un support de poste de professeur agrégé en discipline allemand au sein du CER LEA et sa réintégration réglementaire parmi les effectifs du rectorat de l'académie d'Aix-Marseille à partir de la rentrée de septembre 2025. Cette demande est justifiée par la baisse significative des besoins de formation linguistique en langue allemande (LANGue pour Spécialiste d'Autres Disciplines - LANSAD) au sein de l'Institut et plus largement au niveau de l'université suite à la mise en œuvre des nouvelles maquettes de formation du contrat quinquennal.

Pour l'année 2024-2025, le service LANSAD Allemand s'élève à 112 heures équivalent TD et pour l'année à venir (2025-2026), il s'élèvera à 72 heures équivalent TD. Depuis septembre 2024, cette diminution ne permet plus d'affecter l'intégralité du service statutaire réglementaire de 384 heures concernées et impose une politique de redéploiement des moyens.

Le VP CA complète en indiquant que le VP CFVU et lui-même ont reçu l'enseignante concernée afin de faire le point sur son service et sur ses interrogations relatives à la suite de sa carrière. Compte tenu de la situation évoquée précédemment par Monsieur Guillaume Marrel, l'enseignante a émis le souhait de participer au mouvement intra-académique pour réintégrer l'enseignement secondaire à compter du mois de septembre 2025. La suppression de ce poste lui permet de bénéficier d'un bonus indiciaire de 1 000 points. Son traitement sera maintenu. Elle perdra sa prime d'enseignement supérieur d'un montant 261 euros brut/mois et à la place de cette prime, elle percevra l'indemnité de suivi d'orientation des élèves d'un montant de 212 euros/mois.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke demande s'il y a une obligation de supprimer le poste pour que cette enseignante puisse candidater dans l'enseignement secondaire. Le VP CA répond qu'elle peut candidater dans l'enseignement secondaire sans la suppression du poste mais cette suppression de poste lui permet de bénéficier du bonus indiciaire de 1 000 points.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la suppression d'un poste de professeur agrégé au sein de l'Institut CPSN en discipline allemand (CER LEA) pour la rentrée 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **B. Fonctionnement de l'établissement :**

### **1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :**

#### **1.1. Information sur un arrêté du Président portant interdiction d'accès aux locaux de l'établissement**

Le VP CA donne la parole à Madame Florence Decuyper, Directrice générale des services adjointe en charge des fonctions "support", qui présente l'arrêté du Président portant interdiction d'accès aux locaux de l'établissement.

Dans le cadre d'un signalement en matière de harcèlement effectué par un étudiant de l'établissement auprès de la plateforme d'écoute, le Président d'Avignon Université a été contraint de prendre un arrêté d'interdiction d'accès à l'établissement à un autre étudiant. Conformément au code de l'éducation, cet arrêté doit faire l'objet d'une information auprès des membres du Conseil académique et du Conseil d'administration de l'établissement. La situation faisait courir un risque de trouble à l'ordre public et un risque d'atteinte à la santé, la sécurité et l'intégrité physique de l'étudiant d'Avignon Université victime de ce harcèlement. Aussi, dans un souci de protection, le Président a édicté cet arrêté qui est pris pour une durée de 30 jours et qui ne sera pas renouvelable car l'étudiant à l'origine du harcèlement ne fait pas partie des effectifs étudiants d'Avignon Université et ne peut donc être traduit devant la section disciplinaire de l'établissement si besoin était.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Catherine Jullian quitte la séance.

### **2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :**

#### **2.1. Information sur la liste des contrats de recherche signés en 2024**

Le VP CA donne la parole à Madame Anne-Charlotte Monville, Directrice de la Direction d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (DARI). La liste des contrats de recherche signés en 2024 est présentée au Conseil d'administration dans le cadre de la délégation de pouvoir qu'il accorde au Président (*cf. annexes pt. B.2.1 - Liste contrats de recherche signés 2024*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet quitte la séance.

Monsieur Jean-François Blanco demande quelle est la part de bons de commande dans la partie « Prestations de service ». Madame Anne-Charlotte Monville répond que la présentation faite ici en CA traite uniquement des contrats gérés par la DARI mais pas des bons de commande, qui sont gérés directement par les laboratoires, avec la DAF. Elle ajoute que la prochaine étape est effectivement de pouvoir récupérer ces informations afin d'avoir une vision plus globale des recettes et des dépenses au niveau de la recherche.

Madame Delphine Blanke indique que le tableau "Bilan des contrats 2024" commence par des lignes nommées « Autres laboratoires ». Elle demande si ces lignes correspondent à des montants gérés par la Commission de la recherche ou autre. Madame Anne-Charlotte Monville répond que lorsqu'il est indiqué « Autres laboratoires », il s'agit de fonds gérés au niveau de la DARI. Les lignes sont nommées ainsi car souvent il ne s'agit pas d'un laboratoire ciblé.

Le VP CA fait une remarque sur la mise en forme de la présentation Powerpoint projetée en séance, insistant sur le fait que, compte tenu de la taille de l'écran où les informations sont projetées, il faudrait accorder le plus d'espace possible aux différentes illustrations (chiffres, graphiques, etc.). Il indique que cela est également lié à la disposition de l'écran unique installé en salle du conseil, qui à l'avenir et dans un souci de visibilité, pourrait être revue avec, par exemple, l'installation de plusieurs écrans disposés différemment.

## **2.2. Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et le lycée La Salle (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » (SNDOC) au titre de l'année universitaire 2024-2025**

Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, Directrice du SFTLV, qui présente la convention de coopération entre Avignon Université et le lycée La Salle (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » (SNDOC) au titre de l'année universitaire 2024-2025. Cette convention vise à structurer la collaboration entre les deux établissements et à pouvoir garantir un cadre pédagogique adapté et conforme aux exigences d'Avignon Université concernant l'alternance. La convention permet également de définir les modalités pédagogiques, administratives et d'assurer la qualité de la formation, notamment dans le cadre de la certification « Qualiopi ». Madame Nabila Bellamine présente ensuite l'annexe financière jointe à la convention (*cf. annexe pt. B.2.2 - Convention de coopération AU-Lycée La Salle LP SNDOC*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la convention de coopération entre Avignon Université et le lycée La Salle (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » (SNDOC) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

## **2.3. Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et University of Central Lancashire (UCLan) - Royaume-Uni**

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli, Directrice des relations internationales, qui indique que l'université de Central Lancashire est un partenaire historique d'Avignon Université, qui faisait partie des partenaires Erasmus. Suite au Brexit, certains partenaires ont accepté de signer des accords Erasmus transitoires jusqu'en 2027 mais l'université de Central Lancashire n'en fait pas partie. Madame Françoise Arfelli remercie la DAJI et le DPO pour leur soutien dans le cadre de cet accord-cadre de coopération internationale car Avignon Université devait tenir compte du RGPD anglais et l'accord-cadre a pu être signé par les deux parties. L'université de Central Lancashire est un établissement intéressant pour les étudiants d'Avignon Université du fait de sa localisation dans le nord de l'Angleterre, qui permet un niveau de vie abordable pour les étudiants et cet établissement est également intéressant car il va proposer des échanges pour la formation STAPS, qui manque de destinations pour les échanges internationaux.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et University of Central Lancashire (UCLan) - Royaume-Uni.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### 3. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

#### 3.1. Actualisation du règlement du programme de bourses d'excellence « Mistral »

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli, Directrice des relations internationales, qui présente les modifications apportées au règlement du programme de bourses d'excellence « Mistral », qui sont :

- le changement de nom de la « Maison de l'International (MDI) » qui est devenue « Direction des Relations Internationales (DRI) »,
- l'année universitaire n'est plus précisée dans le règlement (exemple : « 2024/2025 ») et il est introduit la formulation « année universitaire concernée ». En effet, si l'année universitaire est précisée, cela imposerait de voter le règlement actualisé chaque année. Aussi, la formulation « année universitaire concernée » permet d'avoir une certaine pérennité du document. À l'avenir, le règlement pourra tout de même être soumis au vote du CA mais uniquement en cas de modifications majeures.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs l'actualisation du règlement du programme de bourses d'excellence « Mistral ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### 3.2. Approbation de la création du Diplôme Universitaire (DU) « Préparation à la licence professionnelle - Métiers de l'informatique » à compter de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, VP CFVU, qui présente le contexte de la création du Diplôme Universitaire (DU) « Préparation à la licence professionnelle - Métiers de l'informatique » à compter de l'année universitaire 2024-2025. Dans le cadre du projet NCU Capacité, de nouveaux dispositifs de mise en place de licences professionnelles dé-suspendues ont été présentés à plusieurs reprises et dans plusieurs périmètres. Le dispositif présenté ici permet d'inscrire des étudiants dans une licence professionnelle dès la fin de la première année ou en fin de deuxième année de licence. Cela est possible depuis l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle. Le modèle expérimental à Avignon Université permet de proposer des enseignements communs entre la première année de licence générale et le portail « licence professionnelle » permettant aux étudiants, à la fin de cette L1, de poursuivre en L2 générale ou en parcours professionnel préparant vers une troisième année professionnelle pour intégrer une L3. Dans le dispositif, il était également prévu que certains étudiants en difficulté, qui n'arriveraient pas à valider intégralement leur première année de licence, se trouvent avec un « jeu » de coefficients sur les matières en mettant davantage de poids sur les matières pratiques et un peu moins de poids sur les matières très théoriques afin de valider l'équivalent d'une première année de licence professionnelle pour intégrer la L2 professionnelle. Cette possibilité théorique semble intéressante pour les étudiants qui se projettent dans une voie professionnelle et il était nécessaire de rendre techniquement possible l'accès à une L2 professionnelle sans avoir validé une L1 sachant que l'étudiant était inscrit en L1 générale. En effet, pour intégrer une L2 et quel que soit le niveau de la L2 professionnelle ou générale, il est nécessaire de valider un niveau Bac+1. La demande de création du Diplôme Universitaire « Préparation à la licence professionnelle - Métiers de l'informatique » ne va pas créer des enseignements supplémentaires mais simplement permettre aux étudiants de s'inscrire dans un dispositif leur permettant de valider un niveau Bac+1 afin de pouvoir prétendre à une L2 professionnelle. Ce DU sera intégralement gratuit pour les étudiants.

Madame Corinne Fredouille indique que la demande de création du Diplôme Universitaire « Préparation à la licence professionnelle - Métiers de l'informatique » a été approuvée par le Conseil du CERI et présente la maquette d'enseignement de la formation (*cf. annexe pt. B.3.2 - Dossier DU Prépa. LP Métiers de l'informatique*). Elle précise que dans cette licence professionnelle, l'idée n'est pas d'inscrire uniquement les étudiants qui sont en échec mais de pouvoir aider des étudiants qui voudraient suivre une formation courte et qui sont pénalisés par des enseignements de mathématiques, qui sont de moindre mesure pour pouvoir obtenir ce diplôme.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

En termes de validation d'ECTS, Monsieur Fabien Monnet demande si avec ce DU, les étudiants peuvent s'orienter vers des L2 ailleurs ou s'il s'agit uniquement du Diplôme Universitaire sans les ECTS ou uniquement avec des ECTS pour se diriger vers une L2 professionnelle à Avignon Université. Le VP CFVU répond que les étudiants valident un DU de niveau Bac+1 qui est un DU préparatoire à une licence professionnelle, avec 60 ECTS.

Madame Delphine Blanke demande si un étudiant inscrit en licence générale qui ne valide pas le 1<sup>er</sup> semestre et décide finalement de se réorienter vers une formation plus appliquée dès le 2<sup>ème</sup> semestre peut bénéficier d'une sorte d'équivalence pour son passage, avec un recalcul des moyennes et des coefficients adaptés. Madame Corinne Fredouille répond que la réorientation en fin de 1<sup>er</sup> semestre n'a pas été envisagée ici mais effectivement cela pourrait être envisagé

dès l'année prochaine. Le VP CFVU complète en indiquant que le programme étant commun entre la L1 générale et le DU, l'étudiant peut à tout moment s'inscrire au DU sans être désinscrit de la L1. S'il valide la L1, il aura le choix entre la L2 professionnelle et la L2 générale et s'il ne valide pas la L1 et qu'il s'inscrit au DU, il pourra rejoindre une L2 professionnelle.

Monsieur Fabien Monnet demande s'il a été envisagé d'avoir un équivalent BTS pour les étudiants inscrits en DU puis en L2 professionnelle. Il pose cette question dans le cadre des passerelles car beaucoup de licences professionnelles sont concernées par des recrutements de BTS et de nombreux étudiants en BTS cherchent à poursuivre leurs études en licence professionnelle.

Madame Corinne Fredouille répond que cette réflexion n'a pas été menée au niveau de l'établissement mais qu'en effet, à l'avenir, cela pourrait être réfléchi.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la création du Diplôme Universitaire (DU) « Préparation à la licence professionnelle - Métiers de l'informatique » à compter de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3.3. Approbation de la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 :**

#### **3.3.1. Licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » (ICPSN)**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, VP CFVU, qui rappelle que l'année dernière a été votée la création de l'ensemble des maquettes liées à la nouvelle offre de formation. La semaine dernière, la CFVU a voté des modifications non négligeables de maquettes d'enseignement pour ajuster des volumes horaires et les contenus des maquettes du fait notamment de la mise en place de l'approche par compétences. Les maquettes présentées au CA de ce jour sont nouvellement créées car elles concernent des formations qui ne faisaient pas partie de l'offre pour laquelle l'établissement a été accrédité.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut CPSN, qui présente les maquettes de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image ». La création de cette licence professionnelle, qui est en partenariat avec l'École des Nouvelles Images (ENSI), a d'ores et déjà été votée par les instances. Les maquettes présentées ici ont été validées par le Conseil de l'Institut CPSN. Pour cette formation, les équipes de l'Institut CPSN ne vont dispenser qu'une petite partie des enseignements (droit, communication, anglais, etc.) et la plus grande partie sera assurée par les enseignants de l'ENSI.

Le VP CFVU ajoute qu'une convention de partenariat pédagogique avec l'ENSI sera présentée lors d'une séance ultérieure du Conseil d'administration concernant les enseignements assurés par ladite école. Concernant l'aspect financier de la licence professionnelle, le VP CFVU précise que les frais d'inscription couvriront le coût de formation. Il ne devrait donc pas y avoir de surcharge financière pour l'établissement. La licence professionnelle « Techniques du son et de l'image » concernera 150 étudiants et le master « Création numérique » concernera 100 étudiants.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » (ICPSN).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **3.3.2. Master mention « Création numérique » (ICPSN)**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut CPSN, qui présente les maquettes du master mention « Création numérique ». Comme pour la licence professionnelle présentée précédemment, la création de ce master, qui est en partenariat avec l'École des Nouvelles Images (ENSI), a d'ores et déjà été votée par les instances.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 du master mention « Création numérique » (ICPSN).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3.3.3. Master mention « Politiques publiques » parcours-type « Gouvernance de l'action sociale + CAFERUIS » 2<sup>ème</sup> année (ICPSN)**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut CPSN, qui présente les maquettes du master mention « Politiques publiques » parcours-type « Gouvernance de l'action sociale » 2<sup>ème</sup> année. Il s'agit ici d'une demande d'ouverture d'un M2 uniquement pour une formation qui existait déjà dans le cadre d'un M1 intitulé « Politiques publiques » parcours-type « Politiques sociales - CAFERUIS ». Cette formation n'avait pas de débouchés M2 et un certain nombre de ses étudiants basculés sur le M2 classique « Politiques sociales ». Toutefois, il y a un marché de recrutement de niveau M2 pour les professionnels qui suivent le Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS). L'idée ici est donc de proposer aux étudiants une poursuite d'études en M2 avec le parcours-type « Gouvernance de l'action sociale ». Cet intitulé a été choisi à des fins d'harmonisation avec le parcours existant « Gouvernance numérique ». L'intitulé du M1, quant à lui, ne change pas encore cette année pour des raisons liées à l'accréditation de ce parcours en apprentissage par le CFA. La procédure sera mise en place l'année prochaine. Monsieur Guillaume Marrel ajoute qu'en termes de coûts, ce parcours est intégralement mutualisé avec le M2 « Politiques sociales ». Le VP CFVU précise que s'agissant ici de la 2<sup>ème</sup> année du master, il convient de ne pas tenir compte du terme « CAFERUIS » inscrit dans l'intitulé du point car ce certificat concerne uniquement le parcours de M1. Aussi, le vote du Conseil d'administration portera ici sur les maquettes du master mention « Politiques publiques » parcours-type « Gouvernance de l'action sociale » 2<sup>ème</sup> année (sans le CAFERUIS).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 du master mention « Politiques publiques » parcours-type « Gouvernance de l'action sociale » 2<sup>ème</sup> année (ICPSN).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3.3.4. Master mention « Politiques publiques » parcours-type « Management des organisations par l'analyse du travail » (ISCPN)**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut CPSN, qui présente les maquettes du master mention « Politiques publiques » parcours-type « Management des organisations par l'analyse du travail ». La demande concerne ici un parcours de M2. Il s'agit pour l'établissement de reprendre l'ensemble de la filière de formation « Formateur d'adultes » entre le SFTLV et l'Institut CPSN qui va donc se composer du Diplôme Universitaire « Formateur d'Adultes » (DUFA), de la licence professionnelle « Ingénierie, Conseil et Animation de Formation » (ICAF). Il existait un Diplôme Universitaire « Responsable de formation » (DURF) qui ne marchait pas très bien et l'objectif des équipes est de transformer cette poursuite d'études après la licence professionnelle ICAF en un M2 « Management des organisations par l'analyse du travail ». Il a été proposé d'ouvrir ce parcours en M2 et non en M1 car la plupart des professionnels qui reprennent des études dans ce cadre-là le font en formation continue. Ainsi, ils peuvent faire valoir une validation des acquis professionnels (VAP) et donc valider le M1 puis passer directement en M2 afin de réduire la durée de leur formation. Avec cette formation, Avignon Université s'aligne sur les masters proposés par ses partenaires territoriaux Aix-Marseille Université et l'université de Montpellier et sur lesquels s'orientaient les étudiants d'Avignon Université. La formation sera proposée intégralement en apprentissage et devrait être bénéficiaire avec un effectif d'environ 12 étudiants attendu dès l'année prochaine.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 du master mention « Politiques publiques » parcours-type « Management des organisations par l'analyse du travail » (ISCPN).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3.3.5. Licence professionnelle mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » (CERI)**

Le VP CA donne la parole à Madame Corinne Fredouille qui présente les maquettes de la licence professionnelle mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels ». Elle informe les conseillers du CA d'une erreur matérielle dans les maquettes, liée à la conversion du format Excel vers le format PDF. Cette erreur a été repérée par ses soins suite à la CFVU du 27 février 2025 et le fichier transmis au CA de ce jour comporte encore cette erreur. Cela concerne les maquettes du 1<sup>er</sup> semestre de la 3<sup>ème</sup> année de la licence professionnelle dont une partie est tronquée. En effet, sur la maquette transmise aux membres du CA, seuls 17 ECTS apparaissent au lieu de 30. Les 13 ECTS manquants

portent sur l'unité d'enseignement « Interagir en milieu professionnel » qui comprend les UCE « Expression », « Anglais » et « AMS Projet d'entreprise 1 ». Cette erreur sera corrigée et la maquette complète sera rapidement communiquée aux membres du CA (annexée à la délibération du présent point).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet à l'avis des administrateurs la création des maquettes d'enseignement à compter de l'année universitaire 2025-2026 de la licence professionnelle mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » (CERI), sous réserve de corriger l'erreur matérielle dans l'envoi de la maquette relative au 1<sup>er</sup> semestre de la 3<sup>ème</sup> année de la licence professionnelle.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **4. Questions diverses**

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h00.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS